

Course à la primature

Pierre Lumbi dément ses contacts secrets avec le Chef de l'Etat: "Je connais les géôliers de Mobutu, pas ses émissaires"

Pierre Lumbi, ministre des relations extérieures du gouvernement issu de la CNS et dirigé par le Premier ministre Etienne Tshisekedi a séjourné au Sud-Kivu, sa base naturelle pour raison de travail particulier. Bien que la conférence-débat à Concordia décommandée par l'autorité locale n'ait plus lieu, il a su garder sa tête froide et en a organisé deux autres à Bagira pour attirer à Kinshasa. Pierre Lumbi est l'une des rares personnalités politiques du Kivu qui demeurent populaires et imperturbables face au débauchage que Mobutu et sa famille politique organisent dans le rang de l'opposition. Nous l'avons rencontré à sa résidence de Nguba pour une interview exclusive. Il n'y a pas eu de sujet tabou : sur Solidarité paysanne, développement économique de la Plaine de la Ruzizi. A-t-il pris ses distances vis-à-vis de Tshisekedi ? Que pense-t-il de Mobutu et de son message de vœux pour l'année 1994 ? L'a-t-il approché ? L'homme analyse sans complaisance les forces et les faiblesses de l'USORAL et ne tarit pas d'éloges pour sa base du Sud-Kivu, une région dont le dynamisme politique a été déterminant pendant la CNS au point d'affaiblir le socle de la dictature. Pierre Lumbi est pour les élections dont la dynamique doit être gérée par l'opposition dès à présent, comme ce fut le cas hier à la CNS. Mais des négociations du Palais du peuple.

Jua : Monsieur le ministre pourquoi ce come back. Y-a-t-il une raison particulière pour ce voyage à Bukavu ?
Lumbi : Je suis ici au Sud-Kivu pour un travail technique au niveau de Solidarité paysanne où l'on doit faire le point avec nos partenaires. Je devrais aller en Hollande à ce sujet, mais, j'ai été empêché et je dois réunir le Conseil d'administration pour réfléchir dans un projet plus ambitieux. Bien sûr, je peux parler de la politique.

Jua : L'opinion se demande si vous n'avez pas pris des distances vis-à-vis de Tshisekedi qui a préféré envoyer à l'étranger les ministres Mende, Loseke... pour défendre les thèses de votre gouvernement ?

Lumbi : Je partage la même vision politique avec le Premier ministre Tshisekedi. C'est à ce titre que j'ai coordonné toutes les actions de mes collègues en voyage à l'étranger. Je ne pense pas qu'il y a confusion entre M. Tshisekedi et moi. Puisque c'est moi qui produisais les dossiers que les autres défendaient à l'extérieur à la satisfaction de nous tous.

Jua : Est-il exact que vous avez pris langue avec le président Mobutu en secret dans l'espoir d'être nommé Premier ministre ?

Lumbi : Depuis ma nomination, je n'ai jamais rencontré le président Mobutu de près ou à travers des émissaires. J'ai

des contacts avec ses géôliers qui m'avaient gardé pendant 3 mois. En ce qui concerne la question du gouvernement, il faut dire une chose. J'ai déjà développé ma propre logique sur ce problème. Il n'était plus possible de cohabiter avec Mobutu dans un gouvernement de transition ou d'Union nationale. Nous l'avons à plusieurs reprises essayé. A chaque fois, nous avons échoué. Nous nous sommes faits naïfs. Car le président Mobutu n'est pas démocrate, même pas à 1%. Pour la logique est la rupture radicale. Car le chef de l'Etat utilise cette question de gouvernement pour nous diviser. La première, la deuxième et la troisième voie est un faux débat. Le problème se situe dans la logique globale de cohabitation. La réponse à ce sujet est non ! Comment quelqu'un qui refuse cette logique de cohabitation avec M. Mobutu va-t-il accepter d'assumer les charges de Premier ministre ?

Jua : A vous entendre parler, vous n'êtes pas d'accord pour que le gouvernement issu de la CNS soit réhabilité ?

Lumbi : La question est complexe. Si demain Mobutu s'implique dans la logique de la CNS pour dire que le gouvernement Tshisekedi revienne en abandonnant sous la responsabilité de ce cabinet l'armée, la sécurité et les finances, alors je souscris à cette démarche. Si M. Mobutu nous donne

l'illusion du pouvoir en étant d'accord pour un gouvernement de la CNS mais en confisquant l'armée et la sécurité, cela constitue un piège auquel il ne faut pas mordre.

Jua : Pourtant l'on était à deux doigts d'un accord au Palais du peuple, négociations auxquelles vous avez pris part...

Lumbi : Pour nous, les concertations du Palais du peuple visaient à aménager les modalités pratiques pour que le président Mobutu et sa mouvance s'impliquent dans la logique de la CNS. Mais ils ont voulu nous entraîner au reniement des acquis de la CNS. Une preuve supplémentaire que le président Mobutu ne veut pas s'impliquer et ne s'impliquera jamais dans cette logique.

Jua : Quelle solution préconisez-vous, Monsieur le ministre ?

Lumbi : L'objectif de la classe politique ou l'objectif stratégique est d'impliquer M. Mobutu dans le processus de démocratisation. Cela est sans issue. Malheureusement l'opposition a commis les erreurs d'appréciation sur M. Mobutu, le plus grand dictateur qu'on n'ait jamais connu en Afrique. C'est inutile de croire qu'il peut se reconverter au régime démocratique.

Jua : Quelle est votre appréciation sur la réforme monétaire ?

Lumbi : C'est la dernière gaffe de M. Mobutu. M. Birindwa n'étant qu'un exécutant. Tant que le mal sera là, c'est-à-dire Mobutu, il y aura toujours des difficultés. Le Pays est par terre malgré les services des Contributions et de l'Ofida.

Jua : La Coopération internationale va mal depuis 3 ans. Que préconisez-vous pour recourir à l'aide étrangère ?

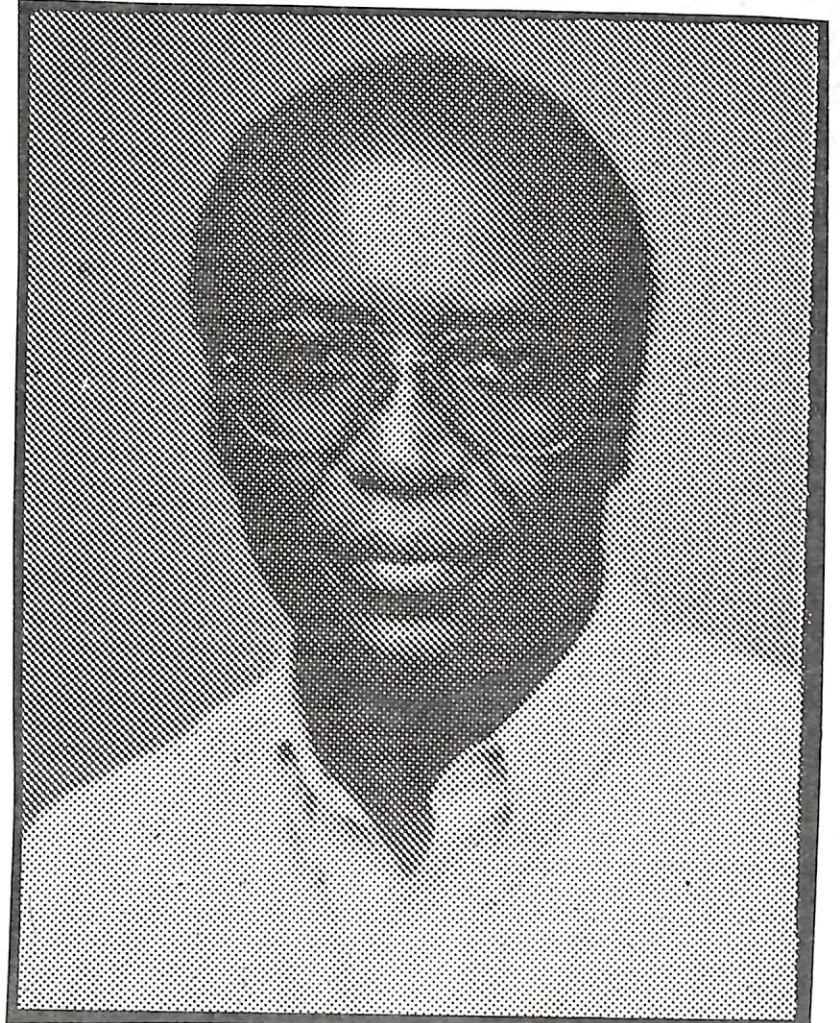
Lumbi : Malheureusement, nous ne pouvons pas demander à nos partenaires de reprendre le programme de coopération, puisque depuis 30 ans, les fonds ont été toujours détournés. Par contre, nous avons initié une nouvelle formule à proposer à l'Occident: que 20% des fonds destinés au Zaïre soient débloqués et affectés au pays à travers les ONG traditionnelles. Par exemple si la CEE compte affecter 350 millions de dollars au Zaïre, que la commission débloque 70 milliards de dollars pour les ONG pour les projets de développement.

Jua : Nous avons observé une certaine cacophonie au sein de l'Usoral. Qu'en est-il exactement ?

Lumbi : Je suis membre du comité national de l'Usoral. Nos rapports sont bons, mais il y a un débat interne sur la stratégie. Nous avons pris conscience qu'il y a essoufflement. Nous sommes à court de stratégie, à cause des contradictions internes. Il y a urgence pour réviser notre stratégie globale.

Jua : Quelle est votre appréciation sur votre base du Sud-Kivu ?

Lumbi : Le Sud-Kivu est la contre impulsion stratégique qui a généré toutes les actions de lutte que nous avons menées pendant cette période de démocratisation. Car, depuis le 18 décembre 1992, jusqu'à présent l'on n'a pas connu d'actions de grande envergure. Il est important que nous révisons notre stratégie. Il est temps que le Sud-Kivu prenne conscience de son rôle historique dans la lutte contre la dictature. Je voudrais que le Sud-Kivu comprenne qu'il y a essoufflement et



M. Pierre Lumbi, Ministre des relations extérieures du gouvernement Tshisekedi

qu'il y a nécessité d'une nouvelle impulsion, d'une nouvelle dynamique. D'où cette interpellation : le Sud-Kivu veut-elle garder son rôle d'avant-garde, de région leader ? Peut-il donner une nouvelle stratégie pour développer la situation actuelle afin d'engager le combat final contre la dictature ?

Jua : Le chef de l'Etat vient de prononcer un discours de fin d'année dans lequel il lance un ultimatum à la classe politique pour revenir aux négociations avant d'inviter le peuple aux élections. Votre analyse sur cette adresse ?

Lumbi : Mes propos sont simples. C'est une distraction. Ce discours procède d'une stratégie arrêtée du Président Mobutu. Ce serait naïf de la part de l'opposition de croire qu'il s'agit d'un acte de patriotisme et de nationalisme de sa part ! Il me semble que le schéma de cohabitation est déjà dépassé avec l'opposition. Chaque camp doit prendre ses responsabilités. L'Opposition doit assumer la responsabilité de la rupture avec Mobutu c'est-à-dire le système en place. A mon avis, il serait malheureux de notre part d'aller signer des accords qui ne servent à rien et qui seront considérés comme un chiffon de papier par M. Mobutu quant il le voudra.

Jua : Selon la VOA, MM. Kibasa Maliba et Mende seraient d'accord de reprendre le dialogue au Palais du peuple. Qu'en pensez-vous ?

Lumbi : On ne peut pas rejeter le dialogue. Cela ne signifie pas cohabitation avec M. Mobutu. S'il s'agit d'aller négocier les modalités pratiques de la mise en oeuvre de l'ordre institutionnel de la CNS, c'est louable comme initiative. Mais je vous dis que M. Mobutu n'est pas prêt à cohabiter avec l'opposition dans le cadre de l'ordre institutionnel de la CNS. Nous perdons notre temps pour rien.

Jua : Même si le Président Mobutu invite la classe politique à aller aux

élections dans un an ?

Lumbi : Ce n'est pas à lui de prendre l'initiative. C'est encore là, un comportement dictatorial ! Dans tous les cas nous n'avons pas peur d'aller aux élections et de relever le défi.

Jua : N'y a-t-il pas crainte de tricherie ?

Lumbi : Notre peuple est mûr ! De la même manière qu'il a empêché M. Mobutu de tricher à la CNS, il l'empêchera de tricher aux élections. Déjà au niveau de la base la société civile, les ONG et les groupements divers ont commencé le travail de conscientisation contre la fraude électorale. Au niveau de la communauté internationale, nous allons déclencher une campagne de grande envergure pour qu'elle puisse nous apporter toute l'aide nécessaire afin d'empêcher la tricherie et la contestation des résultats.

Jua : Ne craignez-vous pas que les élections débouchent sur les schémas togolais, camerounais, nigérien ?

Lumbi : Chaque pays a son destin. Le Zaïre n'est pas le Togo, ni le Cameroun et encore moins le Nigéria. Nous avons un défi à relever et un destin à assumer pour peut-être sortir l'Afrique de l'impasse.

Jua : Le dernier mot, Monsieur le ministre...

Lumbi : Je pense que le Président Mobutu et les siens sont en train de se préparer sérieusement pour plonger le pays de façon anticipée dans les élections truquées. Des scénarios de fraudes sont au point. Il faut que tout le monde en soit conscient. C'est pourquoi nous devons en avoir conscience. Mais, nous ne devons pas en avoir peur. Nous ne pouvons pas en avoir peur. Nous pouvons relever le défi pour autant que nous nous mettons au travail dès maintenant sans distraction ni naïveté.

Propos recueillis par Eyangana Sana

Ce que je pense de Solidarité paysanne

En ce qui concerne les projets d'avenir de Solidarité, je peux les évoquer sans indiscretion de ma part. En effet, nous avons l'ambition d'implanter plusieurs projets. Notamment en aviculture dont l'objectif est de produire 20.000 oeufs par jour. Actuellement, nous n'atteignons que 2.000 oeufs par jour. L'objectif pourrait être atteint dans 7 mois. Trois ans plus tard, il est question de produire 7 millions d'oeufs par an. C'est un défi que nous allons relever pour améliorer les conditions économiques et sociales de la Plaine de la Ruzizi. Il y a également ce programme de riziculture sur une étendue de 3.000 ha. D'ici à trois ans, on doit réhabiliter les plantations et nous comptons installer une grande usine de décorticage. Solidarité paysanne soutiendra aussi un programme intensif d'arboiculture fruitier (oranges et mandarine) pour soutenir 1.000 exploitations familiales en raison de 2 ares par exploitation pour une production à la fin du projet après 2 ou 3 ans de 250 millions de fruits par an. Ces projets auront un impact macro-économique certain. A cela s'ajoute la couverture à 90 % d'adduction d'eau à la Plaine de la Ruzizi.

Quant à la question de savoir comment obtenir le financement qui risque de spécialiser la région dans une culture, je réponds directement que je suis optimiste. Les financements n'ont jamais manqué du moment que le projet est techniquement valable. Nous recourons à vous, la presse, pour susciter le débat sur la nécessité d'une spécialisation de la production d'une seule culture.